

résultat d'un parti politique et de ses candidats et qui, selon le cas sont émis dans les trois mois précédant les élections organisées en application de l'article 105 du Code électoral ou dans le cas d'élections extraordinaires pendant la période qui prend cours le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal portant convocation des collèges électoraux des Chambres fédérales et se termine le jour des élections. Toutefois si, en cas d'élections extraordinaires, la publication dudit arrêté royal a lieu après le début de la période précitée de trois mois, le délai déjà écoulé est pris en compte. »

Art. 3. A l'article 5, § 1er, de la même loi, la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit :

« Pendant les délais définis à l'article 4, § 1er, les partis politiques et les candidats ainsi que les tiers qui souhaitent faire de la propagande pour des partis politiques ou des candidats : » .

Art. 4. A l'article 2, § 1er, alinéas 1er et 4, de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen, les mots « cinquante millions » sont remplacés par les mots « quarante-cinq millions » .

Art. 5. A l'article 2, § 1er, de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux alinéas 1er et 3, les mots « cinquante millions », sont remplacés par les mots « quarante-cinq millions » ;

2° à l'alinéa 2, 1°, les mots « quarante millions », sont remplacés par les mots « trente-six millions » ;

3° à l'alinéa 2, 2°, les mots « neuf millions » sont remplacés par les mots « huit millions » ;

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

partij en haar kandidaten gunstig te beïnvloeden en die naargelang van het geval verricht worden tijdens de periode van drie maanden voor de verkiezingen georganiseerd met toepassing van artikel 105 van het Kieswetboek of, in het geval van buitengewone verkiezingen tijdens de periode die aanvangt op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit houdende bijeenroeping van de kiescolleges voor de federale Kamers en eindigt op de dag van de verkiezingen. Indien evenwel, in het geval van buitengewone verkiezingen de bekendmaking van het bedoelde koninklijk besluit plaats heeft na de aanvang van de voormelde periode van drie maanden, wordt de inmiddels reeds verstreken termijn meegerekend. »

Art. 3. In artikel 5, § 1, van dezelfde wet, wordt de inleidende zin vervangen door wat volgt :

« Gedurende de termijn bepaald bij artikel 4 § 1 mogen de politieke partijen en de kandidaten evenals derden die propaganda wensen te maken voor politieke partijen of kandidaten : »

Art. 4. In artikel 2, § 1, eerste en vierde lid, van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europese Parlement worden de woorden « vijftig miljoen » vervangen door de woorden « vijfenveertig miljoen » .

Art. 5. In artikel 2, § 1, van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselsche Hoofdstedelijke Raad, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en het derde lid worden de woorden « vijftig miljoen » vervangen door de woorden « vijfenveertig miljoen »

2° in het tweede lid, 1°, worden de woorden « veertig miljoen » vervangen door de woorden « zesendertig miljoen » ;

3° in het tweede lid, 2°, worden de woorden « negen miljoen » vervangen door de woorden « acht miljoen » .

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt .

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

F. 95 — 932

[S-C — 377]

10 AVRIL 1995. — Loi instaurant l'origine des fonds pour les élections communales et provinciales, pour les élections des Conseils régionaux, ainsi que pour les élections législatives et européennes (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 11, § 5, alinéas 4 et 5 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, modifié par la loi du 7 juillet 1994 est remplacé par ce qui suit :

« Dans leur acte d'acceptation les candidats s'engagent à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer celles-ci.

Ils s'engagent à joindre à leur déclaration de dépenses une déclaration d'origine des fonds dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers. Le candidat en tête de liste doit, en outre, déclarer, dans les trente jours qui suivent la date des élections, les dépenses afférentes à la campagne électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers.

(1) Voir note à la page suivante.

N. 95 — 932

[S-C — 377]

10 APRIL 1995. — Wet ter bepaling van de herkomst van de geldmiddelen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, voor de verkiezingen van de Gewestraaden, alsmede voor de parlementsverkiezingen en de Europese verkiezingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 11, § 5, vierde en vijfde lid, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1994, wordt vervangen als volgt :

« In hun verklaring van bewilliging verbinden de kandidaten zich ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven aan te geven.

Zij verbinden zich ertoe bij de aangifte van hun uitgaven een verklaring betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de privé-personen die een gift hebben gedaan, vertrouwelijk te houden. De lijstaanvoerder moet boven dien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst, alsmede de herkomst van de geldmiddelen aangeven en daarbij de identiteit van de privé-personen die een gift hebben gedaan, vertrouwelijk houden.

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.

Le texte de ces déclarations est arrêté par le Ministre de l'Intérieur et publié au *Moniteur belge*.

Art. 2. L'article 23, § 2, alinéa 1er, de la loi électorale communale, modifié par la loi du 7 juillet 1994, est complété par ce qui suit :

« Ils s'engagent en outre à déclarer l'origine des fonds dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers. »

Art. 3. L'article 23, § 2, alinéa 2, de la même loi, est complété par ce qui suit :

« Il s'engage en outre à déclarer l'origine des fonds dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers. »

Art. 4. L'article 6, alinéa 1er, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques modifiée par les lois du 2 mai 1991, du 18 juin 1993 et du 19 mai 1994 est complété par la disposition suivante :

« Ils s'engagent en outre à déclarer l'origine des fonds dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers. »

Art. 5. L'article 6, alinéa 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« La déclaration écrite, la déclaration des dépenses et la déclaration d'origine des fonds sont établies sur des formulaires spéciaux et sont signées par les demandeurs. »

Art. 6. L'article 116, § 6, alinéa 1er, du Code électoral, inséré par la loi du 16 juillet 1993, est complété par la disposition suivante :

« Ils s'engagent en outre à déclarer l'origine des fonds dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers. »

Art. 7. L'article 116, § 6, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 19 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Le texte de ces déclarations et les formulaires de déclaration sont arrêtés par le Ministre de l'Intérieur et publiés au *Moniteur belge*. »

Art. 8. L'article 6, alinéa 1er, de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen est complété par la disposition suivante :

« Ils s'engagent en outre, à déclarer l'origine des fonds dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers. »

Art. 9. L'article 6, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« La déclaration écrite, la déclaration des dépenses et la déclaration d'origine des fonds sont établies sur des formulaires spéciaux et sont signées par les demandeurs. »

Art. 10. L'article 6, alinéa 1er, de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est complété par la disposition suivante :

« Ils s'engagent, en outre, à déclarer l'origine des fonds dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers. »

(1) *Session ordinaire 1994-1995.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 1700/1. — Amendements, n° 1700/2. — Rapport, n° 1700/3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 1er et 2 mars 1995.

Senat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1335/1. — Rapport, n° 1335/2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 7 avril 1995.

De Minister van Binnenlandse Zaken stelt de tekst vast van die verklaringen, die in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 2. Artikel 23, § 2, eerste lid, van de Gemeentekieswet, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1994, wordt aangevuld als volgt :

« Zij verbinden er zich bovendien toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de privé-personen die een gift hebben gedaan, vertrouwelijk te houden. »

Art. 3. Artikel 23, § 2, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« Hij verbindt er zich tevens toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de privé-personen die een gift hebben gedaan, vertrouwelijk te houden. »

Art. 4. Artikel 6, eerste lid, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, gewijzigd bij de wetten van 2 mei 1991, van 18 juni 1993 en van 19 mei 1994 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Zij verbinden er zich bovendien toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de privé-personen die een gift hebben gedaan, vertrouwelijk te houden. »

Art. 5. Artikel 6, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De schriftelijke verklaring, de aangifte van de uitgaven en de verklaring betreffende de herkomst van de geldmiddelen worden gesteld op daartoe bestemde formulieren en worden door de aanvragers ondertekend. »

Art. 6. Artikel 116, § 6, eerste lid, van het Kieswetboek, ingevoegd bij de wet van 16 juli 1993, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Zij verbinden er zich bovendien toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de privé-personen die een gift hebben gedaan, vertrouwelijk te houden. »

Art. 7. Artikel 116, § 6, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 mei 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De tekst van die verklaringen en de aangifteformulieren worden door de Minister van Binnenlandse Zaken vastgesteld en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 8. Artikel 6, eerste lid, van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Zij verbinden er zich bovendien toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de privé-personen die een gift hebben gedaan, vertrouwelijk te houden. »

Art. 9. Artikel 6, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De schriftelijke verklaring, de aangifte van de uitgaven en de verklaring betreffende de herkomst van de geldmiddelen worden gesteld op daartoe bestemde formulieren en worden door de aanvragers ondertekend. »

Art. 10. Artikel 6, eerste lid, van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Zij verbinden zich er bovendien toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de privé-personen die een gift hebben gedaan, vertrouwelijk te houden. »

(1) *Gewone zitting 1994-1995.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Voorstel van wet, nr. 1700/1. — Amendementen, nr. 1700/2. — Verslag, nr. 1700/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 1 en 2 maart 1995.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1335/1. — Verslag, nr. 1335/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 7 april 1995.

Art. 11. L'article 6, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« La déclaration écrite, la déclaration des dépenses et la déclaration d'origine des fonds sont établies sur des formulaires spéciaux et sont signées par les demandeurs ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 11. Artikel 6, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De schriftelijke verklaring, de aangifte van de uitgaven en de verklaring betreffende de herkomst van de geldmiddelen worden gesteld op daartoe bestemde formulieren en worden door de aanvragers ondertekend. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

F. 95 — 933

[S-C — 378]

10 AVRIL 1995. — Loi modifiant la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'intitulé de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone. »

Art. 2. Dans l'article 1er, 1^o, de la même loi, les mots « et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « , du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone ».

Art. 3. Dans l'article 2 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1er, alinéa 1er, les mots « pour le Conseil de la Région wallonne et le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale », sont remplacés par les mots « pour le Conseil de la Région wallonne, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et le Conseil de la Communauté germanophone »;

(1) *Session ordinaire 1993-1994.*

Chambre des représentants.

Document parlementaire. — Proposition de loi, n^o 1527/1.

Session ordinaire 1994-1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Avis du Conseil de la Communauté germanophone, n^o 1527/2. — Amendements, n^o 1527/3 et 4. — Rapport, n^o 1527/5. — Texte adopté par la Commission, n^o 1527/6.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 15 et 16 mars 1995.

Senat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n^o 1357/1. — Rapport, n^o 1357/2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 7 avril 1995.

N. 95 — 933

[S-C — 378]

10 APRIL 1995. — Wet tot wijziging van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap. »

Art. 2. In artikel 1, 1^o, van dezelfde wet worden de woorden « en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad » vervangen door de woorden « , de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap ».

Art. 3. In artikel 2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1, eerste lid, worden de woorden « de Raad van het Waalse Gewest en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad » vervangen door de woorden « de Raad van het Waalse Gewest, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap »;

(1) *Gewone zitting 1993-1994.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stuk. — Voorstel van wet, nr. 1527/1.

Gewone zitting 1994-1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Advies van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, nr. 1527/2. — Amendementen, nr. 1527/3 en 4. — Verslag, nr. 1527/5. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1527/6.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 15 en 16 maart 1995.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1357/1. — Verslag, nr. 1357/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 7 april 1995.